

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/CHN/7  
23 septembre 2004

(04-4001)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## MECANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

COMMUNAUTES EUROPEENNES

La communication ci-après, datée du 21 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Commission européenne.

### Questions posées par les Communautés européennes dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine au sujet des pratiques en matière de subventions

1. En accédant à l'OMC, la Chine a également souscrit à l'obligation faite à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord SMC de présenter une nouvelle notification complète concernant les subventions. Depuis son accession à l'OMC, la Chine n'a présenté aucune notification concernant les subventions. La dernière notification concernant les exercices financiers 2001 et 2002 aurait dû être présentée le 30 juin 2003. Les CE souhaitent faire part de leur déception devant le fait que la Chine ne s'est pas acquittée jusqu'ici de cette obligation qui découle de son accession à l'OMC et qu'elle ne contribue pas ainsi à cet important effort de transparence. La Chine pourrait-elle indiquer quand la notification devrait pouvoir être présentée?

2. À la réunion d'octobre du Comité des subventions et des mesures compensatoires, l'année dernière, les CE ont demandé à la Chine (G/SCM/Q2/CHN/5) de fournir des renseignements, selon le modèle de présentation des notifications concernant les subventions établi par l'OMC, sur un programme de remboursement de la TVA pour les importations de cuivre à l'état de matière première (débris de cuivre et concentrés de cuivre). Compte tenu des distorsions que ce programme cause sur les marchés internationaux de matières premières, les CE ont renouvelé leur demande de renseignements plusieurs fois, à divers niveaux. À ce jour, elles n'ont pas reçu la moindre réponse. La Chine pourrait-elle expliquer cette absence totale de réaction, indiquer quand ces renseignements devraient pouvoir être fournis et quelles sont ses intentions en ce qui concerne ce programme?

3. Les CE ont reçu de nombreux rapports et plaintes concernant des subventions accordées à des entreprises chinoises par le gouvernement central, ainsi que par les administrations provinciales et d'autres organismes d'État chinois. De nombreux éléments indiquent que ces subventions sont subordonnées aux résultats à l'exportation et à l'utilisation de produits nationaux, de préférence à des produits importés. La Chine s'est expressément engagée, dans son Protocole d'accession à l'OMC (WT/L/432), à la section 10, à éliminer toutes les subventions entrant dans le champ d'application de l'article 3 de l'Accord SMC, dès son accession. Il apparaît également que des subventions sous la forme d'avantages fiscaux substantiels, et subordonnées à des prescriptions en matière d'exportation, puissent être accordées à des entreprises, qu'elles soient locales ou à participation étrangère,

./.

implantées dans des régions économiques spéciales, des zones de développement économique et technique, des zones franches industrielles d'exportation et des zones de développement industriel de pointe. Dans certaines zones, les entreprises ne sont apparemment autorisées à s'y implanter que si elles contractent l'obligation d'exporter une proportion minimale donnée de leur production. On trouvera ci-après certains des renseignements les plus récents obtenus par les CE. En l'absence d'une nouvelle notification complète détaillée concernant les subventions, la Chine pourrait-elle expliquer en quoi ces pratiques sont compatibles avec les obligations découlant de son Protocole d'accession et pourrait-elle fournir des renseignements adéquats, actualisés et détaillés sur les subventions accordées dans les zones et régions spéciales susmentionnées?

4. D'après les sites suivants: [www.tdctrade.com](http://www.tdctrade.com) (au 16 février 2004) et [www.chinadaily.com.cn](http://www.chinadaily.com.cn) (au 14 février 2004), le Bureau de Shenzhen chargé des questions liées à l'Organisation mondiale du commerce finance un fonds de plus de 10 millions de yuan destiné à rembourser jusqu'à 30 pour cent des frais de justice aux entreprises locales d'exportation poursuivies pour dumping. Ce fonds a pour objet d'"encourager les entreprises locales d'exportation à s'employer énergiquement à faire valoir leurs droits juridiques dans les affaires antidumping, en engageant des actions en justice". La Chine pourrait-elle exposer ce système en détail, expliquer en quoi il est compatible avec l'article 3 de l'Accord SMC et indiquer si de tels fonds existent également dans d'autres villes ou régions, ou au niveau national et, si tel est le cas, en donner une description détaillée?

5. D'après le site [www.tdctrade.com](http://www.tdctrade.com) (au 1<sup>er</sup> mars 2004), l'administration provinciale du Guangdong aide les entreprises privées à "se développer vers l'extérieur". Les entreprises privées qui remplissent les conditions requises peuvent demander à bénéficier de fonds spéciaux créés pour favoriser le développement des activités du commerce extérieur. Ces fonds sont destinés à financer, entre autres: la prospection des marchés, l'assurance du crédit à l'exportation, une bonification d'intérêts sur les prêts pour les projets commerciaux de transformation "offshore", un fonds de recherche-développement pour l'exportation, un fonds pour les procédures antidumping, un fonds de bonification d'intérêts sur les prêts au titre des comptes de détaxes à l'exportation et un fonds de développement des entreprises tournées vers l'extérieur. La Chine pourrait-elle expliquer en détail comment fonctionnent ces fonds, quelles entreprises sont admises à en bénéficier et en quoi ils sont compatibles avec les obligations découlant de l'article 3 de l'Accord SMC? La Chine pourrait-elle indiquer s'il existe des fonds semblables dans d'autres provinces ou au niveau national?

6. D'après le site [www.tdctrade.com](http://www.tdctrade.com) (au 1<sup>er</sup> mai 2004), la bonification d'intérêts à l'exportation accordée aux entreprises de Shenzhen a été portée de 20 à 40 pour cent. La politique consistant à accorder une subvention de 0,03 dollar EU par dollar EU d'exportations de marchandises diverses ne s'applique qu'aux marchandises achetées à Shenzhen. Les PME dont la valeur des exportations est inférieure à 15 millions de dollars EU peuvent demander à en bénéficier. Les montants sont attribués dans l'ordre de présentation des demandes. Cette année, les montants alloués par le fonds devraient se chiffrer à 800 millions de RMB. La Chine pourrait-elle expliquer en détail comment fonctionne ce fonds, quelles entreprises sont admises à en bénéficier et en quoi il est compatible avec les obligations découlant de l'article 3 de l'Accord SMC? La Chine pourrait-elle indiquer s'il existe des fonds semblables dans d'autres provinces ou au niveau national?

7. Des renseignements similaires ont été communiqués concernant la province du Zhejiang. D'après ces sources, un Fonds de subventions à l'exportation fondé sur un programme fédéral permet aux autorités régionales d'accorder à toutes les entreprises exportatrices qui exportent pour plus de 3 millions de dollars EU une subvention de 0,01 RMB pour chaque dollar EU au-delà de ce seuil. La Chine pourrait-elle expliquer en détail comment fonctionne ce fonds, quelles entreprises sont admises à en bénéficier et en quoi il est compatible avec les obligations découlant de l'article 3 de l'Accord SMC?

---